

Rapport financier pour le premier trimestre clos au 31 mars 2011

1	RAPPORT D'ACTIVITE DU PREMIER TRIMESTRE (NON AUDITE)	PAGE 2
2	COMPTES CONSOLIDES	PAGE 11
3	RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	PAGE 30



les matériaux au cœur de la vie™

Le Conseil d'administration de Lafarge, réuni le 4 mai 2011 sous la présidence de Bruno Lafont, a statué sur les comptes au 31 mars 2011. L'examen limité des comptes trimestriels consolidés condensés de Lafarge par les commissaires aux comptes a fait l'objet d'un rapport figurant dans le Rapport financier pour le premier trimestre clos au 31 mars 2011.

Le rapport d'activité du premier trimestre doit être lu en liaison avec les comptes consolidés trimestriels et le Document de Référence de la société pour l'exercice 2010 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 22 mars 2011 sous le numéro D.11-0163. Lafarge exerce ses activités dans un environnement dont l'évolution nous expose à des facteurs de risques et incertitudes qui viennent s'ajouter aux facteurs de risques liés à l'exercice de ses métiers. Une description détaillée de ces facteurs de risques et incertitudes figure au chapitre 2 "facteurs de risques" du Document de Référence. La matérialisation des risques pourrait avoir un effet négatif sur nos activités, notre situation financière, nos résultats, nos perspectives ou le cours de l'action, notamment durant les neuf mois restants de l'exercice. Il peut exister d'autres risques qui n'ont pour l'instant pas été identifiés ou dont la survenance n'est pas considérée comme pouvant avoir de tels effets négatifs à ce jour.

Dans les présents états financiers et dans nos communications aux actionnaires et aux investisseurs, l'expression « résultat d'exploitation courant » fait référence au sous-total « résultat courant avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres » dans le compte de résultat consolidé. Ce sous-total exclut donc du résultat d'exploitation courant les éléments dont le montant et/ou la fréquence sont par nature imprévisibles, telles que les plus-values de cession, les pertes de valeur d'actifs et les charges de restructuration. Même si ces éléments ont été constatés lors d'exercices précédents et qu'ils peuvent l'être à nouveau lors des exercices à venir, les montants constatés historiquement ne sont pas représentatifs de la nature et/ou du montant de ces éventuels éléments à venir. Le Groupe estime donc que le sous-total « résultat d'exploitation courant » présenté de manière distincte dans le compte de résultat, facilite la compréhension de la performance opérationnelle courante, permet aux utilisateurs des états financiers de disposer d'éléments utiles dans une approche prévisionnelle des résultats et d'identifier plus facilement les tendances de la performance financière du Groupe.

Par ailleurs, le « résultat d'exploitation courant » est une composante majeure du principal indicateur de rentabilité du Groupe, le retour sur capitaux employés. Ce ratio résulte de la somme du « résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres », après impôt, et du résultat des sociétés mises en équivalence, rapportée à la moyenne des capitaux employés. Le Groupe utilise cet agrégat en interne pour : a) gérer et évaluer les résultats de ses activités et branches d'activité, b) prendre des décisions d'investissement et d'allocation des ressources, et c) évaluer la performance du personnel d'encadrement. Compte tenu des limites liées à l'utilisation de cet agrégat, exposées ci-après, le Groupe restreint l'utilisation de cet agrégat à ces objectifs.

Ce sous-total présenté de manière distincte du résultat d'exploitation n'est pas nécessairement comparable aux indicateurs de même intitulé utilisés par d'autres Groupes. En aucun cas, il ne saurait être considéré comme équivalent au résultat d'exploitation du fait que les plus-values de cession, les pertes sur actifs, les restructurations et autres ont un impact sur notre résultat d'exploitation et notre trésorerie. Ainsi, le Groupe présente aussi, dans le compte de résultat consolidé, le résultat d'exploitation qui comprend l'ensemble des éléments ayant un impact sur le résultat opérationnel du Groupe et sur sa trésorerie.

On notera que, sur la plupart de nos marchés, la part du premier trimestre dans notre chiffre d'affaires et notre résultat d'exploitation annuel est assez faible, du fait du caractère saisonnier de nos métiers.

1.1 Chiffres clés consolidés

Chiffres d'affaires

(millions d'euros)	1 ^{er} trimestre		%
	2011	2010	Variation
<i>Par zone géographique de destination</i>			
Europe occidentale	1 057	976	8%
Amérique du nord	479	450	6%
Moyen-Orient et Afrique	930	939	-1%
Europe centrale et de l'Est	182	127	43%
Amérique latine	252	174	45%
Asie	657	610	8%
<i>Par branche</i>			
Ciment	2 161	2 017	7%
Granulats et béton	1 024	917	12%
Plâtre	371	340	9%
Autres	1	2	-50%
Total	3 557	3 276	9%

Résultat d'exploitation courant

(millions d'euros)	1 ^{er} trimestre		%
	2011	2010	Variation
<i>Par zone géographique de destination</i>			
Europe occidentale	103	46	124%
Amérique du nord	(148)	(146)	-1%
Moyen-Orient et Afrique	197	231	-15%
Europe centrale et de l'Est	(22)	(25)	12%
Amérique latine	46	39	18%
Asie	48	91	-47%
<i>Par branche</i>			
Ciment	270	299	-10%
Granulats et béton	(58)	(72)	19%
Plâtre	18	10	80%
Autres	(6)	(1)	
Total	224	236	-5%

Autres chiffres clés

(millions d'euros, sauf résultat par action)	1 ^{er} trimestre		%
	2011	2010	Variation
Résultat net, part attribuable aux propriétaires de la société-mère du Groupe	(29)	64	
Résultat par action (en euros)	(0,10)	0,22	
Cash Flow libre ⁽¹⁾	(322)	(86)	
Dette nette	14 240	14 582	-2%

(1) Défini comme les flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation après déduction des investissements de maintien

1.2 Analyse des résultats (non auditée)

Toutes les données relatives au chiffre d'affaires, au résultat d'exploitation courant, ainsi qu'aux volumes vendus comprennent la contribution au prorata de nos filiales consolidées par intégration proportionnelle.

Faits marquants du Groupe pour le premier trimestre 2011

- Le chiffre d'affaires est en progression sur le trimestre, porté par une hausse des volumes dans toutes les activités, aussi bien dans les marchés émergents que dans les pays développés.
- Les résultats ont été pénalisés par l'inflation et les événements en Egypte.
- Le résultat net part du Groupe et le résultat par action sont en hausse si on exclut le gain exceptionnel de 137 millions d'euros réalisé au premier trimestre 2010 sur la vente par le Groupe de sa participation dans Cimpor.
- Le Groupe est bien positionné pour réaliser une croissance de ses résultats en 2011, et confirme son objectif de réduction de dette de plus de 2 milliards d'euros ainsi que ses coûts structurels à hauteur de 200 millions d'euros.

Synthèse du chiffre d'affaires et du résultat d'exploitation courant

Chiffre d'affaires et résultat d'exploitation courant consolidés

Au premier trimestre de 2011, le chiffre d'affaires consolidé, à 3 557 millions d'euros, s'est inscrit en hausse de 9 % par rapport au premier trimestre 2010. Les volumes sont en amélioration dans toutes les branches et dans la plupart des régions sous l'effet conjugué du dynamisme soutenu des marchés émergents, de l'amélioration des conditions météorologiques par rapport au premier trimestre 2010 en Europe et Amérique du Nord, et d'une embellie sur le marché de la construction dans de nombreux marchés matures. Les prix du ciment se sont inscrits en léger retrait par rapport au premier trimestre 2010 en raison des baisses de prix intervenues sur certains de nos marchés au courant de l'année 2010, mais sont en hausse par rapport au quatrième trimestre 2010. L'accroissement des volumes s'est traduit par une croissance organique de 4 % du chiffre d'affaires sur le trimestre. Les variations nettes du périmètre de consolidation, liées à la consolidation des nouvelles activités au Brésil et à l'impact de la nouvelle usine en Syrie ont eu un impact positif de 3 % sur le chiffre d'affaires. Les variations de change ont eu un impact légèrement favorable (2%), liées principalement à l'impact de l'appréciation face à l'euro du dollar canadien, du real brésilien, du rand sud-africain et de la plupart des devises asiatiques, en partie compensée par la dépréciation de la livre égyptienne.

Sur la même période, le résultat d'exploitation courant s'est inscrit en diminution de 5 % (-12% à périmètre et taux de change constants), pénalisé par la forte inflation des coûts et les événements en Egypte.

La branche Ciment a bénéficié de la croissance vigoureuse des volumes sur la plupart des marchés émergents, de l'embellie des marchés et de conditions météorologiques favorables en Europe et en Amérique du Nord, bien que l'inflation des coûts et l'effet de base négatif sur les prix aient pesé sur les résultats. La branche Granulats et Béton a bénéficié de la croissance observée sur la plupart des marchés, la bonne tenue globale des prix et d'importantes mesures de réduction des coûts ayant permis d'annuler totalement les effets de l'inflation des coûts. Pour la branche Plâtre, les volumes ont enregistré une tendance positive dans la plupart des régions, avec des prix favorablement orientés.

Soulignons toutefois que, historiquement, le premier trimestre représente une part plus faible de notre chiffre d'affaires, et apporte une contribution plus faible encore à nos résultats en raison du caractère saisonnier de notre activité dans l'hémisphère nord. Les niveaux d'activité sont susceptibles de varier fortement d'une année à l'autre en fonction des conditions météorologiques.

Chiffre d'affaires et résultat d'exploitation courant par secteur d'activité

Le chiffre d'affaires de chaque activité est analysé ci-dessous avant élimination des ventes inter branches.

Ciment

(millions d'euros)	1 ^{er} trimestre		% Variation	% Variation à taux de change et périmètre constants
	2011	2010		
Chiffre d'affaires avant élimination des ventes inter branches	2 300	2 137	8%	2%
Résultat d'exploitation courant	270	299	-10%	-14%

Le chiffre d'affaires de la branche Ciment a crû de 8 % au premier trimestre, et de 2 % à périmètre et taux de change constants, sous l'effet d'une croissance vigoureuse des volumes dans toutes les régions, des nouvelles capacités mises en place au Brésil, en Syrie et en Chine, et malgré la déprime de l'économie grecque et l'impact des événements politiques récents en Egypte.

À périmètre et taux de change constants, le résultat d'exploitation courant s'est inscrit en diminution de 14 %, sous l'effet de l'inflation des coûts, de niveaux de prix légèrement plus bas que ceux du premier trimestre de l'année dernière, et des événements en Egypte. Des hausses de prix ont été annoncées ou mises en œuvre sur certains de nos marchés au premier trimestre 2011, et les prix sont en augmentation par rapport au quatrième trimestre 2010. L'accroissement des volumes, conjugué à de nouvelles mesures de réduction des coûts et à une augmentation des ventes de crédits carbone (15 millions d'euros supplémentaires par rapport au premier trimestre 2010) ont permis d'atténuer la baisse de nos résultats.

EUROPE OCCIDENTALE

Chiffre d'affaires : 432 millions € à fin mars 2011 (408 millions € en 2010)

Résultat d'exploitation courant : 73 millions € à fin mars 2011 (36 millions € en 2010)

À périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires domestique a crû de 5 % et le résultat d'exploitation courant a été multiplié par deux. Les volumes ont été soutenus par des marchés mieux orientés et par des conditions météorologiques plus favorables qu'au premier trimestre 2010, tandis qu'en Grèce, la baisse des volumes s'est poursuivie. Les prix ont été légèrement en retrait par rapport aux niveaux du premier trimestre 2010, mais stables par rapport au quatrième trimestre 2010. La forte amélioration du résultat d'exploitation courant est liée à la hausse du chiffre d'affaires, à d'importantes mesures de réduction des coûts et à l'impact de l'augmentation des ventes de crédits carbone (22 millions d'euros supplémentaires par rapport au premier trimestre 2010).

AMERIQUE DU NORD

Chiffre d'affaires : 200 millions € à fin mars 2011 (185 millions € en 2010)

Résultat d'exploitation courant : -63 millions € à fin mars 2011 (-57 millions € en 2010)

À périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires s'est inscrit en hausse de 5 %, grâce à la bonne orientation des volumes aux Etats-Unis et au Canada, et malgré la baisse des prix par rapport au premier trimestre 2010. Les volumes étant ordinairement faibles au premier trimestre en valeur absolue,

l'amélioration des volumes et les mesures de réduction des coûts n'ont pas suffi à compenser l'impact de la hausse des coûts et de la baisse des prix.

MARCHES EMERGENTS

Chiffre d'affaires : *1 668 millions € à fin mars 2011 (1 544 millions € en 2010)*

Résultat d'exploitation courant : *260 millions € à fin mars 2011 (320 millions € en 2010)*

Dans la région Moyen-Orient et Afrique, notre chiffre d'affaires domestique est resté stable à périmètre et taux de change constants. Les marchés sont demeurés bien orientés, avec des volumes en hausse dans la plupart des pays.

La hausse des niveaux de production en Algérie et au Nigéria, la nouvelle ligne de production mise en route l'année dernière en Ouganda et notre nouvelle usine en Syrie nous ont permis de mieux capter les opportunités de croissance sur le marché. En Irak, le Groupe est parvenu à maintenir des marges soutenues malgré une croissance du marché quelque peu contenue.

En Egypte, les événements politiques intervenus au cours du trimestre ont pesé sur le marché de la construction et nos volumes de vente. Malgré ces événements, la construction de logements résidentiels est restée vigoureuse, tandis que les projets d'infrastructure ont enregistré un ralentissement beaucoup plus marqué. En Jordanie, les nouvelles capacités apparaissant sur le marché ont continué à peser sur notre chiffre d'affaires, et en Afrique du Sud, le marché de la construction est resté faible.

Les prix sont restés stables par rapport aux niveaux de la fin de l'année 2010, mais ils sont en baisse par rapport au premier trimestre 2010, ce qui est dû essentiellement au Nigéria et à l'Egypte. Le résultat d'exploitation courant a subi l'impact négatif de la dépréciation de la livre égyptienne. À périmètre et taux de change constants, le résultat d'exploitation courant s'est inscrit en baisse de 8 %, mais il a crû de 6 % si l'on exclut les effets de la baisse des résultats de 30 millions d'euros en Egypte, les réductions de coûts et l'accroissement des volumes annulant les effets de la hausse des coûts de production.

En Europe Centrale et de l'Est, notre chiffre d'affaires domestique a progressé de 29 % à périmètre et taux de change constants, soutenu par une forte augmentation des volumes en Pologne et en Russie liée à des marchés mieux orientés et aux conditions météorologiques plus favorables qu'au premier trimestre 2010. Les prix ont globalement progressé, notamment en Russie. Le résultat d'exploitation courant a été pénalisé par la baisse des ventes de crédits carbone due à la fermeture temporaire du registre national de crédits carbone en Roumanie. Hors cet impact négatif (7 millions d'euros de moins qu'au premier trimestre 2010), le résultat d'exploitation courant se serait amélioré de 28 % grâce à l'accroissement du chiffre d'affaires.

En Amérique Latine, la bonne orientation des marchés et des prix ont permis au Groupe d'enregistrer une croissance de 10% du chiffre d'affaires domestique à périmètre et taux de change constants. Cette région a continué de profiter de la contribution de nos nouvelles activités dans le nord-est du Brésil, qui ont bénéficié d'une demande très vigoureuse. Le résultat d'exploitation courant a crû de 24 %, sous l'effet de la hausse du chiffre d'affaires, de la contribution de nos nouveaux actifs et de l'appréciation du real brésilien. À périmètre et taux de change constants, le résultat d'exploitation courant s'est toutefois inscrit en diminution de 15 %, sous l'effet conjugué de la forte augmentation des coûts variables et des niveaux de production en léger retrait au Brésil.

En Asie, le chiffre d'affaires domestique s'est inscrit en baisse de 1 % à périmètre et taux de change constants tandis que le résultat d'exploitation courant a été réduit de moitié en raison de la baisse des prix et de l'inflation des coûts, notamment des coûts énergétiques. Bien qu'en baisse par rapport au premier trimestre 2010, les prix ont commencé à s'orienter à la hausse par rapport au quatrième trimestre 2010.

En Chine, l'amélioration de 18 % des volumes, liée à une demande vigoureuse et à la stabilisation de nos nouvelles usines mises en route à la fin 2010, n'a pas suffi à compenser l'effet de base négatif sur les prix et la hausse des coûts du charbon. La Malaisie a bénéficié de la bonne orientation du marché et des prix, qui a compensé la forte augmentation des coûts de production. Aux Philippines, les projets publics d'infrastructures ont de nouveau été retardés et nous avons subi une baisse des volumes et des prix. En Inde, la croissance du marché a été relativement contenue au premier trimestre dans les régions où nous sommes présents, et la forte augmentation des coûts de production conjuguée à l'effet de base négatif des prix ont pesé sur les résultats. En Corée du Sud, le marché reste volatile, avec une certaine amélioration des volumes, mais aussi des prix en baisse et des coûts de production plus élevés.

Granulats et béton

(millions d'euros)	1 ^{er} trimestre		% Variation	% Variation à taux de change et périmètre constants
	2011	2010		
Chiffre d'affaires avant élimination des ventes inter branches	1 026	918	12%	8%
Résultat d'exploitation courant	(58)	(72)	19%	15%

GRANULATS ET AUTRES PRODUITS ASSOCIES

Chiffres d'affaires : 453 millions € à fin mars 2011 (389 millions € en 2010)

Résultat d'exploitation courant : -45 millions € à fin mars 2011 (-52 millions € en 2010)

À périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires s'est inscrit en hausse de 13 %, soutenu par une amélioration des volumes amplifiée par des conditions météorologiques généralement meilleures et par la bonne orientation des prix. Le Groupe a de nouveau mis en œuvre d'importantes mesures de réduction des coûts dans toutes les régions, ce qui a limité l'impact des hausses de coûts.

En Europe occidentale, l'amélioration des résultats est due à la hausse des volumes, notamment en France et dans une moindre mesure au Royaume-Uni, qui a plus que compensé l'augmentation des coûts. La Grèce est toujours pénalisée par les mesures de réduction budgétaire mises en place par le gouvernement et par la baisse d'activité sur le marché privé de la construction.

En Amérique du Nord, les volumes se sont inscrits en hausse de 5 %, avec une évolution plus favorable encore aux Etats-Unis, soutenus par l'amélioration des conditions météorologiques et par des effets mix produit et mix géographique favorables par rapport au premier trimestre 2010. Toutefois, les résultats sont restés stables en raison de l'augmentation des coûts et d'une légère baisse des prix aux Etats-Unis.

Dans les autres régions, une amélioration a été enregistrée en Europe Centrale et de l'Est, notamment en Pologne, tandis que les tendances ont été contrastées sur les autres marchés, marquées en particulier par des marchés en baisse en Afrique du Sud et en Egypte.

BETON ET AUTRES PRODUITS ASSOCIES

Chiffre d'affaires : 655 millions € à fin mars 2011 (600 millions € en 2010)

Résultat d'exploitation courant : -13 millions € à fin mars 2011 (-20 millions € en 2010)

À périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires s'est inscrit en hausse de 6 %, reflétant la hausse des volumes et l'orientation globalement favorable des prix. Malgré l'augmentation des coûts, notamment des coûts de livraison, le résultat d'exploitation courant s'est amélioré de 7 millions d'euros, grâce à une bonne maîtrise des coûts et à l'augmentation de la part de produits à valeur ajoutée.

En Europe occidentale, les résultats se sont inscrits en forte amélioration sous l'effet conjugué de l'accroissement des volumes, des mesures de réduction des coûts et des hausses de prix visant à compenser l'inflation des coûts.

En Amérique du Nord, une maîtrise des coûts rigoureuse et la progression du chiffre d'affaires ont permis d'annuler complètement la hausse des coûts.

Dans le reste du monde, les tendances ont été contrastées, l'Inde et la Pologne affichant des volumes et des résultats en hausse tandis que le marché sud-africain était en baisse et l'Egypte affectée par les événements politiques et sociaux.

Plâtre

(millions d'euros)	1 ^{er} trimestre		% Variation	% Variation à taux de change et périmètre constants
	2011	2010		
Chiffre d'affaires avant élimination des ventes inter branches	375	344	9%	6%
Résultat d'exploitation courant	18	10	80%	65%

Les volumes de planches en plâtre se sont inscrits en hausse de 5 %, grâce à l'amélioration progressive observée dans le secteur résidentiel sur la plupart de nos marchés.

À périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires s'est inscrit en amélioration de 6 %, grâce à la bonne orientation des prix. Le résultat d'exploitation courant s'est amélioré de 8 millions d'euros par rapport au premier trimestre 2010, la hausse des volumes et la poursuite des réductions de coûts faisant plus que compenser l'impact de la hausse des prix du papier et des coûts énergétiques.

Autres rubriques du compte de résultat

Autres éléments du résultat d'exploitation : -27 millions € (-41 millions € au premier trimestre 2010)

Les plus-values de cession représentent un gain net de 5 millions d'euros contre 20 millions d'euros en 2010.

Les autres frais d'exploitation se sont élevés à 32 millions d'euros, contre 61 millions d'euros en 2010 et comprennent principalement des provisions pour restructuration et l'amortissement accéléré de certains actifs en Europe de l'Ouest.

Charges financières : 185 millions € (83 millions € au premier trimestre 2010)

Les charges financières sur l'endettement net ont atteint 206 millions d'euros cette année (contre 178 millions d'euros au premier trimestre 2010), ce qui est lié principalement à la hausse des taux d'intérêt. La décision de Standard & Poor's de réviser à la baisse la notation de notre crédit long-terme de BBB- à BB+ (perspective stable) et notre crédit court-terme de A3 à B le 17 mars 2011 n'a pas eu d'impact sur les charges financières du trimestre. Néanmoins, l'application des clauses de « step-up » sur certains de nos emprunts obligataires renchérit nos charges financières de 21 millions d'euros sur le reste de l'année 2011 et de 62 millions d'euros sur 2012.

Le taux d'intérêt moyen de la dette s'est établi à 5,6 % au premier trimestre 2011 contre 5,2 % au premier trimestre 2010.

Les variations de change ont entraîné un gain de 34 millions d'euros (perte de 21 millions d'euros en 2010), lié principalement aux prêts et aux dettes libellés dans des devises pour lesquelles il n'existe pas de possibilité de couverture.

En 2010, les autres charges et produits financiers comprenaient une plus-value de 137 millions d'euros réalisée sur la cession des actions Cimpor. Hors cet élément exceptionnel, les autres charges et produits

financiers s'inscrivent en légère baisse à 13 millions euros de charge nette, contre 21 millions euros au premier trimestre 2010.

Impôt : 3 millions € (1 million € au premier trimestre 2010)

Le taux d'imposition effectif est de 25% au premier trimestre 2011. Il s'élevait à 1% au premier trimestre 2010, fortement impacté par la plus-value non imposable sur la cession de Cimpor.

Participations ne donnant pas le contrôle : 35 millions € (50 millions € au premier trimestre 2010)

Certaines filiales dans lesquelles le Groupe détient une participation minoritaire ont généré des résultats en diminution au premier trimestre 2011 par rapport à 2010 à la même période, reflétant principalement une baisse des volumes, notamment en Egypte.

Résultat net part du Groupe ¹ : -29 millions € (64 millions € au premier trimestre 2010)

Le résultat net part du groupe s'inscrit en diminution de 93 millions d'euros par rapport au premier trimestre 2010. De fait, l'année dernière, le Groupe avait bénéficié de la plus-value exceptionnelle de 137 millions d'euros réalisée sur la cession des actions Cimpor.

Résultat net par action : -0,10 € (0,22 € au premier trimestre 2010)

Le résultat par action est passé de 0,22 € à -0,10 € au premier trimestre 2011, reflétant la diminution du résultat net part du Groupe, avec un nombre moyen d'actions stable.

Flux de trésorerie

Les flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation au premier trimestre s'élèvent à -269 millions € (-41 millions € au 31 mars 2010).

Cette augmentation de 228 millions d'euros est liée principalement à l'évolution de variations du besoin en fonds de roulement strict. Nous avons poursuivi nos actions visant à optimiser le besoin en fonds de roulement strict lequel, rapporté en nombre de jours de chiffre d'affaires, a diminué de 8 jours à 47 jours contre 55 jours au 31 mars 2010. Toutefois, étant donné le niveau déjà très optimisé du besoin en fonds de roulement strict au 31 décembre 2010 et la croissance du chiffre d'affaires au premier trimestre 2011 par rapport au premier trimestre 2010, l'augmentation du besoin en fonds de roulement strict a été plus élevée.

Les flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement ressortent à 269 millions € (contre 382 millions € au premier trimestre 2010).

Les investissements de maintien sont restés maîtrisés sur le trimestre à 53 millions d'euros, contre un niveau déjà contenu au premier trimestre 2010 (45 millions d'euros).

Les investissements de développement interne ont atteint 195 millions d'euros (317 millions d'euros au premier trimestre 2010). Ces investissements sont liés principalement à des grands projets dans la branche Ciment tels que l'extension de nos capacités dans l'est de l'Inde, en Chine, au Nigéria et en Pologne.

En tenant compte des acquisitions d'intérêts sans prise de contrôle², les acquisitions ont eu un impact net de 54 millions d'euros sur la dette, contre 22 millions d'euros sur le premier trimestre 2010.

Les cessions de 11 millions d'euros (36 millions d'euros au premier trimestre 2010) sont liées principalement à de petites opérations de cessions d'actifs et de terrains.

¹ Résultat net de l'ensemble consolidé attribuable aux propriétaires de la société mère

² Les acquisitions d'intérêts sans prise de contrôle ont représenté 39 millions d'euros sur le premier trimestre 2011, hors une option de vente déjà prise en compte dans la dette nette du Groupe pour 51 millions d'euros et qui a été exercée par un tiers sur le trimestre.

Etat de la situation financière consolidée

Au 31 mars 2011, les fonds propres du Groupe s'élevaient à 17 130 millions € (18 224 millions € au 31 décembre 2010) **et l'endettement net à 14 240 millions €** (13 993 millions € au 31 décembre 2010).

La baisse des fonds propres est notamment due à la conversion en euro, sans contrepartie de trésorerie, des actifs de nos filiales étrangères, compte tenu de la dépréciation des devises par rapport à l'euro entre le 31 décembre 2010 et le 31 mars 2011 dans plusieurs des pays où nous sommes présents (impact négatif de 1,0 milliard d'euros sur nos fonds propres).

L'augmentation de 0,2 milliard d'euros de l'endettement net consolidé résulte principalement des effets saisonniers habituels sur notre trésorerie et des dépenses d'investissement (0,3 milliard d'euros) en partie compensés par l'impact de conversion positif (0,3 milliard d'euros) lié à la dépréciation du dollar US par rapport à l'euro au cours de la période.

Perspectives pour 2011

Le Groupe continue d'anticiper une reprise de la demande globale de ciment et table sur une croissance du marché comprise entre 2 et 5 % en 2011 par rapport à 2010. Les marchés émergents restent le principal moteur de la demande et Lafarge bénéficie de la diversification géographique et de la qualité de son portefeuille d'actifs. Par ailleurs, le redressement de la demande dans les marchés développés devrait se poursuivre.

Dans l'ensemble, les prix devraient augmenter sur l'année, dans un contexte d'inflation plus soutenue, l'amplitude de ces hausses variant d'un marché à l'autre.

Ce document peut contenir des informations de nature prévisionnelle. Ces informations constituent soit des tendances, soit des objectifs, et ne sauraient être regardées comme des prévisions de résultat ou de tout autre indicateur de performance. Ces informations sont soumises par nature à des risques et incertitudes, dont la plupart sont hors de notre contrôle, et notamment ceux décrits dans le Document de Référence de la Société disponible sur son site Internet (www.lafarge.com). Elles ne reflètent donc pas les performances futures de la Société, qui peuvent en différer sensiblement. La Société ne prend aucun engagement quant à la mise à jour de ces informations.

Des informations plus complètes concernant Lafarge peuvent être obtenues sur son site Internet (www.lafarge.com), sous la rubrique « Information réglementée ».

Ce document ne constitue pas une offre de vente ou la sollicitation d'une offre d'achat de titres Lafarge.

2. Comptes consolidés

Compte de résultat consolidé

	3 mois		31 décembre
	2011	2010	2010
<i>(millions d'euros, sauf indications contraires)</i>			
Produits des activités ordinaires	3 557	3 276	16 169
Coût des biens vendus	(2 909)	(2 636)	(12 015)
Frais administratifs et commerciaux	(424)	(404)	(1 713)
Résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres	224	236	2 441
Plus- (moins-) values de cession	5	20	45
Autres produits (charges) d'exploitation	(32)	(61)	(317)
Résultat d'exploitation	197	195	2 169
Charges financières	(265)	(257)	(1 069)
Produits financiers	80	174	346
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	(3)	3	(16)
Résultat avant impôts	9	115	1 430
Impôts	(3)	(1)	(316)
Résultat net de l'ensemble consolidé	6	114	1 114
<i>Dont part attribuable aux:</i>			
- Propriétaires de la société mère du Groupe	(29)	64	827
- Participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	35	50	287
Résultats nets par action (euros)			
Part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe			
-résultat par action de base	(0,10)	0,22	2,89
-résultat par action dilué	(0,10)	0,22	2,89
Nombre moyen d'actions (milliers)	286 101	286 077	286 087

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.

Etat du résultat global consolidé

<i>(millions d'euros)</i>	3 mois		31 décembre
	2011	2010	2010
Résultat net de l'ensemble consolidé	6	114	1 114
Actifs financiers disponibles à la vente	-	(138)	(138)
Couverture des flux de trésorerie	8	3	12
Gains et pertes actuariels	30	(29)	(64)
Ecarts de conversion	(961)	1 170	1 175
Impôts sur les autres éléments du résultat global	(18)	7	5
Autres éléments du résultat global pour la période, nets d'impôt	(941)	1 013	990
Résultat global de la période	(935)	1 127	2 104
<i>Dont part attribuable aux:</i>			
- Propriétaires de la société mère du Groupe	(866)	962	1 712
- Participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	(69)	165	392

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.

Actifs financiers disponibles à la vente

Sur les trois premiers mois 2010, le gain latent sur les titres Cimentos de Portugal (CIMPOR), d'un montant de 148 millions d'euros, a été transféré au compte de résultat consolidé dans le cadre de la cession de cet actif.

Gains et pertes actuariels

L'évolution de la position nette du Groupe sur ses engagements de retraite conduit à reconnaître 30 millions d'euros de gain actuariel sur les 3 premiers mois 2011 en capitaux propres (gain de 15 millions d'euros net d'impôts).

Ecarts de conversion

La variation des écarts de conversion entre le 1^{er} janvier 2011 et le 31 mars 2011 (taux de clôture) comprend -402 millions d'euros au titre de la dépréciation du dollar américain et de la livre égyptienne par rapport à l'euro.

Etat de la situation financière consolidée

(millions d'euros)

	Au 31 Mars		Au 31 décembre
	2011	2010	2010
ACTIF			
ACTIF NON COURANT	31 956	34 550	34 752
Goodwill	13 161	13 915	14 327
Immobilisations incorporelles	611	1 407	661
Immobilisations corporelles	16 418	17 573	17 912
Participations dans des entreprises associées	406	344	422
Autres actifs financiers	741	928	863
Instruments dérivés	61	59	78
Impôts différés	520	324	489
Autres débiteurs	38	-	-
ACTIF COURANT	8 489	7 048	7 742
Stocks et travaux en cours	1 646	1 823	1 647
Clients	1 951	1 959	1 774
Autres débiteurs	887	1 064	971
Instruments dérivés	54	49	56
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 263	2 153	3 294
Actifs en cours de cession	1 688	-	-
TOTAL ACTIF	40 445	41 598	42 494
PASSIF			
Capital	1 146	1 146	1 146
Primes	9 645	9 624	9 640
Actions propres	(22)	(26)	(26)
Réserves et résultat consolidés	5 784	5 611	5 816
Autres réserves	(535)	(527)	(555)
Ecart de conversion	(734)	108	123
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère du Groupe	15 284	15 936	16 144
Participations ne donnant pas le contrôle (Intérêts minoritaires)	1 846	1 985	2 080
CAPITAUX PROPRES	17 130	17 921	18 224
PASSIF NON COURANT	15 925	17 395	16 765
Impôts différés	813	868	871
Provision avantages du personnel	1 024	1 157	1 108
Provisions	580	951	633
Passifs financiers	13 391	14 326	14 096
Instruments dérivés	56	93	57
Autres créditeurs	61	-	-
PASSIF COURANT	7 390	6 282	7 505
Provision avantages du personnel	134	117	139
Provisions	114	161	146
Fournisseurs	1 804	1 794	1 996
Autres créditeurs	1 681	1 553	1 642
Impôts à payer	202	233	314
Passifs financiers	3 097	2 272	3 184
Instruments dérivés	74	152	84
Passifs liés aux actifs en cours de cession	284	-	-
TOTAL PASSIF	40 445	41 598	42 494

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.

Tableau des flux de trésorerie consolidés

	3 mois		31 décembre
	2011	2010	2010
<i>(millions d'euros)</i>			
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'EXPLOITATION			
Résultat de l'ensemble consolidé	6	114	1 114
<i>Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés aux opérations, des impôts et des frais financiers :</i>			
Amortissements des immobilisations	290	280	1 173
Pertes de valeur des actifs	12	21	154
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	3	(3)	16
(Plus)- et moins- valeur de cession	(5)	(20)	(45)
(Produits) charges financiers	185	83	723
Impôts	3	1	316
Autres, nets (y compris dividendes reçus des sociétés mises en équivalence)	(14)	16	(300)
Variation du besoin en fond de roulement lié aux opérations d'exploitation avant effet des impôts et des frais financiers (voir analyse ci-dessous)	(497)	(285)	354
Flux nets de trésorerie liés aux opérations avant impôts et frais financiers	(17)	207	3 505
Intérêts reçus/payés	(151)	(133)	(919)
Impôts sur les bénéfices payés	(101)	(115)	(414)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation	(269)	(41)	2 172
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT			
Investissements industriels	(251)	(365)	(1 331)
Acquisitions de titres d'entreprises consolidées*	1	(1)	(27)
Investissement dans les entreprises associées	-	-	(3)
Acquisitions d'actifs financiers disponibles à la vente	(3)	(18)	(19)
Cessions d'actifs**	11	36	209
(Augmentation) diminution nette des prêts et autres débiteurs non courants	(27)	(34)	(73)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(269)	(382)	(1 244)
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT			
Variations de capital - propriétaires de la société mère	2	7	26
Variations de capital - participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	-	-	15
Acquisitions de parts d'intérêts sans prise de contrôle des filiales	(90)	-	-
Cessions de parts d'intérêts sans perte de contrôle des filiales	-	-	139
Dividendes versés	-	-	(575)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	(26)	(20)	(274)
Augmentation des passifs financiers à plus d'un an	46	538	2 207
Remboursement des passifs financiers à plus d'un an	(423)	(244)	(1 174)
Augmentation (Diminution) des passifs financiers à moins d'un an	71	(23)	(326)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	(420)	258	38

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.

<i>(millions d'euros)</i>	3 mois		31 décembre
	2011	2010	2010
Variation de trésorerie et équivalents de trésorerie	(958)	(165)	966
Incidence des variations des cours des monnaies étrangères sur la trésorerie et autres incidences non monétaires	(73)	98	108
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice	3 294	2 220	2 220
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice	2 263	2 153	3 294
* Dont trésorerie des entreprises acquises	2	-	35
** Dont trésorerie des entreprises cédées	6	2	23
Analyse de la variation du besoin en fonds de roulement	(497)	(285)	354
(Augmentation) diminution des stocks et travaux en cours	(117)	(46)	97
(Augmentation) diminution des clients	(368)	(132)	83
(Augmentation) diminution des autres débiteurs - hors créances fiscales et frais financiers à recevoir	1	(30)	30
Augmentation (diminution) des fournisseurs	14	(10)	179
Augmentation (diminution) des autres créditeurs - hors dettes fiscales et frais financiers à payer	(27)	(67)	(35)

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.

	Actions en circulation	dont : Actions propres	Capital	Primes	Actions propres	Réserves et résultat consolidés	Autres réserves	Ecarts de conversion	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle (Intérêts minoritaires)	Capitaux propres
	(en nombre d'actions)		(millions d'euros)								
Solde 1er Janvier 2010	286 453 316	380 148	1 146	9 620	(27)	5 555	(370)	(947)	14 977	1 823	16 800
<i>Résultat global de la période</i>						64	(157)	1 055	962	165	1 127
Dividendes versés										(19)	(19)
Augmentation de capital (exercice de stock-option)	463										
Paiements fondés sur des actions				4					4		4
Actions propres		(16 470)			1	(8)			(7)		(7)
Autres mouvements - participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)										16	16
Solde au 31 Mars 2010	286 453 779	363 678	1 146	9 624	(26)	5 611	(527)	108	15 936	1 985	17 921
Solde 1er Janvier 2011	286 453 779	363 558	1 146	9 640	(26)	5 816	(555)	123	16 144	2 080	18 224
<i>Résultat global de la période</i>						(29)	20	(857)	(866)	(69)	(935)
Dividendes versés										(111)	(111)
Augmentation de capital (exercice de stock-option)											
Paiements fondés sur des actions				5					5		5
Actions propres		(59 500)			4	(4)					
Variation de parts d'intérêts sans prise/perte de contrôle des filiales (voir Note 7)						1			1	(53)	(52)
Autres mouvements - participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)										(1)	(1)
Solde au 31 Mars 2011	286 453 779	304 058	1 146	9 645	(22)	5 784	(535)	(734)	15 284	1 846	17 130

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.

Notes annexes aux comptes consolidés

Note 1. Description de l'activité

Lafarge S.A. est une société anonyme de droit français. Son nom commercial est "Lafarge". La Société a été créée en 1884 sous le nom de "J. et A. Pavin de Lafarge". Les statuts actuels de la Société fixent sa durée jusqu'au 31 décembre 2066, sous réserve d'une nouvelle prorogation. Le siège social est situé au 61, rue des Belles Feuilles, BP 40, 75782 Paris Cedex 16. La Société est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 542105572 RCS Paris.

Le Groupe organise ses activités en trois branches : Ciment, Granulats & Béton et Plâtre.

Les actions Lafarge se négocient sur la Bourse de Paris depuis 1923. Le titre Lafarge fait partie du CAC-40 (et ce depuis l'origine de cet indice) et du SBF 250.

Les termes "Lafarge S.A." et "la société mère", utilisés ci-après, font référence à la société anonyme de droit français (hors filiales consolidées). Les termes "Groupe" ou "Lafarge" font référence à l'ensemble économique composé de la société Lafarge S.A. et de ses filiales consolidées.

Les comptes intermédiaires condensés sont présentés en euros arrondis au million le plus proche.

Ces comptes intermédiaires ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 4 mai 2011.

Note 2. Synthèse des principales règles et méthodes comptables

2.1 – Comptes intermédiaires

Les comptes consolidés intermédiaires condensés du Groupe Lafarge au 31 mars 2011 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 – Information Financière Intermédiaire. S'agissant de comptes condensés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS et doivent être lus en relation avec les états financiers consolidés annuels du groupe Lafarge, pour l'exercice clos le 31 décembre 2010.

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés intermédiaires condensés sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 31 mars 2011 et disponibles sur le site http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm.

Ces principes comptables retenus sont cohérents avec ceux utilisés dans la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2010, présentés dans la Note 2 des comptes consolidés du Document de Référence 2010, à l'exception des points présentés au paragraphe 2.2 - Nouvelles normes et interprétations IFRS - infra.

Les méthodes d'évaluation spécifiques aux comptes consolidés intermédiaires condensés sont les suivantes :

- La charge d'impôt de la période résulte de l'estimation d'un taux effectif Groupe annuel qui est appliqué au résultat avant impôt de la période hors éléments exceptionnels significatifs. L'estimation de ce taux effectif annuel intègre notamment l'effet attendu des opérations d'optimisation fiscale. Les éventuels éléments exceptionnels de la période sont comptabilisés avec leur charge d'impôt réelle (par exemple : taxation spécifique des plus-values) ;
- Les charges comptabilisées sur la période au titre des rémunérations en actions et des avantages au personnel correspondent au prorata des charges estimées de l'année.

Par ailleurs, dans le cadre du contexte actuel de crise économique touchant certains de ses marchés, le Groupe a procédé à une revue au 31 mars 2011 des indices de perte de valeur relatifs aux goodwill alloués aux Unités Génératrices de Trésorerie. Cette revue n'a pas mis en évidence de situation de perte de valeur au 31 mars 2011.

2.2 – Nouvelles normes et interprétations IFRS

Normes et interprétations applicables à compter du 1^{er} janvier 2011

Les nouvelles normes et interprétations publiées au 31 décembre 2010 et applicables à compter du 1^{er} janvier 2011, listées dans la Note 2.27 – Normes et interprétations publiées à la date de clôture mais non encore entrées en vigueur – de l'annexe aux états financiers consolidés du Document de Référence 2010 (page F22) n'ont pas eu d'incidence sur les comptes consolidés intermédiaires condensés du Groupe au 31 mars 2011.

Application de normes par anticipation

Le Groupe n'a pas anticipé de normes et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire au 1^{er} janvier 2011.

2.3 – Saisonnalité

La demande dans les activités du ciment, des granulats et du béton est saisonnière et tend à diminuer en hiver dans les pays tempérés et pendant la saison des pluies dans les pays tropicaux. Nous enregistrons généralement une baisse de notre chiffre d'affaires au premier trimestre, pendant la saison hivernale sur nos principaux marchés d'Europe et d'Amérique du Nord. Aux deuxième et troisième trimestres, en revanche, le chiffre d'affaires est plus élevé, du fait de la saison estivale propice aux constructions.

Note 3. Principales opérations de la période

3.1 Accord entre Lafarge et Anglo American

Le 18 février 2011, le Groupe et Anglo American plc ont annoncé leur accord destiné à regrouper l'ensemble de leurs activités ciments, granulats, béton prêt à l'emploi et enrobés bitumineux au Royaume-Uni, comprenant Lafarge Cement UK, Lafarge Aggregates and Concrete UK ("Lafarge UK") et Tarmac Quarry Materials ("Tarmac UK"). Cette transaction, qui donnera naissance à une co-entreprise à 50-50, est soumise à l'approbation des autorités de la concurrence.

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 5 – Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées, les actifs et passifs de Lafarge UK qui seront apportés à cette co-entreprise ont été regroupés à compter du 18 février 2011 dans l'état de la situation financière consolidée respectivement sur les lignes " Actifs en cours de cession " et " Passifs liés aux actifs en cours de cession ". Les actifs amortissables ne sont par ailleurs plus amortis à compter de cette même date (incidence de 5 millions d'euros au 31 mars 2011).

Au 31 mars 2011, la ligne " Actifs en cours de cession ", d'un montant de 1 688 millions d'euros, est essentiellement composée du goodwill et des immobilisations corporelles. La ligne " Passifs liés aux actifs en cours de cession ", d'un montant de 284 millions d'euros, est quant à elle notamment composée de dettes fournisseurs.

Les activités de Lafarge UK qui seront apportées à la co-entreprise ne sont pas des activités abandonnées au sens de la norme IFRS 5 (voir Note 2.26 de l'annexe des comptes consolidés du Document de Référence 2010 – page F21), et en conséquence, les éléments du résultat et du tableau de flux de trésorerie relatifs à cette activité ne sont pas isolés dans les états financiers pour toutes les périodes présentées.

3.2 Acquisition d'une participation complémentaire dans Lafarge India PVT Limited

Le Groupe a acquis, suite à l'exercice par l'actionnaire minoritaire de son option de vente de sa participation, 5,62% du capital de Lafarge India PVT Limited pour un montant de 51 millions d'euros, reflété sur le tableau de flux de trésorerie sur la ligne " Acquisitions de parts d'intérêts sans prise de contrôle des filiales ".

Cette acquisition est sans incidence sur l'évolution de l'endettement financier net du Groupe sur la période, dans la mesure où, conformément aux principes comptables relatifs au traitement des options de vente octroyées aux minoritaires de sociétés consolidées globalement, le Groupe avait comptabilisé au 31 décembre 2010 une dette à hauteur du prix d'exercice de cette option.

Note 4. Information sectorielle, par secteur d'activité et zone géographique

Conformément à IFRS 8 – Secteurs opérationnels, l'information présentée ci-après pour chaque secteur opérationnel est identique à celle présentée au Principal Décideur Opérationnel (le Président-Directeur Général) aux fins de prise de décision concernant l'affectation de ressources au secteur et d'évaluation de sa performance.

Le Groupe est organisé autour de trois secteurs opérationnels (les branches Ciment, Granulats et Béton, Plâtre) dénommés secteurs d'activité, gérés séparément, ayant chacun leurs propres besoins en capitaux et leur propre stratégie marketing. Chaque secteur exploite, fabrique et vend des produits spécifiques.

- La branche Ciment produit et vend une large gamme de ciments et de liants hydrauliques adaptés aux besoins du secteur de la construction ;
- La branche Granulats et Béton produit et vend des granulats, du béton prêt à l'emploi, des produits dérivés du béton, et, pour l'activité de revêtement routier, d'autres produits et services ;
- La branche Plâtre produit et vend principalement des doublages et habillages muraux pour les secteurs de la construction à usage commercial et d'habitation.

Le Groupe comprend également des activités résiduelles et des holdings regroupées dans le secteur "Autres".

La direction évalue la performance des secteurs sur la base :

- du résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructurations et autres, et de la quote-part dans le résultat des entreprises associées ; et
- des capitaux investis (définis comme la somme des goodwill, des immobilisations incorporelles et corporelles, des participations dans des entreprises associées et du besoin en fonds de roulement).

La performance en matière de financement et de trésorerie (incluant l'incidence des charges et produits financiers), et la fiscalité sur le résultat, sont suivies au niveau du Groupe, et ne sont pas allouées aux secteurs.

Les principes comptables retenus pour la détermination des résultats des différents secteurs sont identiques à ceux présentés dans la Note 2 des comptes consolidés du Document de Référence 2010.

Les ventes et transferts entre les secteurs sont réalisés au prix du marché.

Pour l'information par zone géographique, les ventes sont présentées par région ou pays de destination des produits.

Comme mentionné en note 3.1, les actifs et passifs des activités ciments, granulats, béton prêt à l'emploi et enrobés bitumineux du Groupe au Royaume-Uni ont été regroupés à compter du 18 février 2011 dans l'état de la situation financière consolidée respectivement sur les lignes " Actifs en cours de cession " et " Passifs liés aux actifs en cours de cession ". Les éléments du résultat de ces activités ne sont pas isolés dans les états financiers au 31 mars 2011 ainsi que pour les périodes comparatives 2010 présentées. L'information sectorielle, par secteur d'activité et zone géographique, présentée ci-après reflète dès lors ces éléments.

(a) Information par secteur

31 Mars 2011 (millions d'euros)	Ciment	Granulats & Béton	Plâtre	Autres	Total
Compte de résultat					
Produits des activités ordinaires	2 300	1 026	375	1	3 702
Moins : inter-branche	(139)	(2)	(4)	-	(145)
Produits des activités ordinaires	2 161	1 024	371	1	3 557
Résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres	270	(58)	18	(6)	224
Plus- (moins-) values de cession	3	1	-	1	5
Autres produits (charges) d'exploitation	(20)	(4)	-	(8)	(32)
<i>Dont dépréciation de goodwill et autres actifs</i>	<i>(9)</i>	<i>(3)</i>	-	-	<i>(12)</i>
Résultat d'exploitation	253	(61)	18	(13)	197
Charges financières					(265)
Produits financiers					80
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	(4)	-	1	-	(3)
Impôts					(3)
Résultat net de l'ensemble consolidé					6
Autres informations					
Dotation aux amortissements des immobilisations	(199)	(59)	(20)	(12)	(290)
Autres produits (charges) sectoriels du résultat d'exploitation sans contrepartie de trésorerie	(19)	4	12	9	6
Investissements industriels	186	36	9	20	251
Capitaux investis	25 872	5 056	1 507	404	32 839
Bilan					
Actifs sectoriels	29 175	5 749	1 894	1 304	38 122
<i>Dont participation dans des entreprises associées</i>	<i>221</i>	<i>33</i>	<i>135</i>	<i>17</i>	<i>406</i>
Actifs en cours de cession	1 143	455	-	90	1 688
Actifs non alloués ^(a)					635
Total actif					40 445
Passifs sectoriels	2 575	802	321	1 618	5 316
Passifs liés aux actifs en cours de cession	110	140	-	34	284
Passifs non alloués ^(b)					34 845
Total passif					40 445

^(a) Impôts différés actifs et instruments dérivés^(b) Impôts différés passifs, passifs financiers, instruments dérivés et capitaux propres.

31 Mars 2010 (millions d'euros)	Ciment	Granulats & Béton	Plâtre	Autres	Total
Compte de résultat					
Produits des activités ordinaires	2 137	918	344	2	3 401
Moins : inter-branche	(120)	(1)	(4)	-	(125)
Produits des activités ordinaires	2 017	917	340	2	3 276
Résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres	299	(72)	10	(1)	236
Plus- (moins-) values de cession	20	-	-	-	20
Autres produits (charges) d'exploitation	(21)	(4)	(36)	-	(61)
<i>Dont dépréciation de goodwill et autres actifs</i>	<i>(7)</i>	<i>-</i>	<i>(14)</i>	<i>-</i>	<i>(21)</i>
Résultat d'exploitation	298	(76)	(26)	(1)	195
Charges financières					(257)
Produits financiers					174
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	2	-	1	-	3
Impôts					(1)
Résultat net de l'ensemble consolidé					114
Autres informations					
Dotation aux amortissements des immobilisations	(186)	(63)	(21)	(10)	(280)
Autres produits (charges) sectoriels du résultat d'exploitation sans contrepartie de trésorerie	(15)	8	(33)	(10)	(50)
Investissements industriels	299	36	21	9	365
Capitaux investis	27 194	5 371	1 542	398	34 505
Bilan					
Actifs sectoriels	31 250	6 516	1 938	1 462	41 166
<i>Dont participation dans des entreprises associées</i>	<i>185</i>	<i>19</i>	<i>132</i>	<i>8</i>	<i>344</i>
Actifs non alloués ^(a)					432
Total actif					41 598
Passifs sectoriels	2 566	1 042	413	1 945	5 966
Passifs non alloués ^(b)					35 632
Total passif					41 598

^(a) Impôts différés actifs et instruments dérivés

^(b) Impôts différés passifs, passifs financiers, instruments dérivés et capitaux propres.

31 décembre 2010 millions d'euros	Ciment	Granulats & Béton	Plâtre	Autres	Total
Compte de résultat					
Produits des activités ordinaires	10 280	5 093	1 441	3	16 817
Moins : inter-branche	(624)	(5)	(19)	-	(648)
Produits des activités ordinaires	9 656	5 088	1 422	3	16 169
Résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres	2 230	216	58	(63)	2 441
Plus- (moins-) values de cession	50	(5)	-	-	45
Autres produits (charges) d'exploitation	(249)	(28)	(49)	9	(317)
<i>Dont dépréciation de goodwill et autres actifs</i>	<i>(126)</i>	<i>(11)</i>	<i>(17)</i>	-	<i>(154)</i>
Résultat d'exploitation	2 031	183	9	(54)	2 169
Charges financières					(1 069)
Produits financiers					346
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	(26)	5	5	-	(16)
Impôts					(316)
Résultat net de l'ensemble consolidé					1 114
Autres informations					
Dotation aux amortissements des immobilisations	(775)	(266)	(85)	(47)	(1 173)
Autres produits (charges) sectoriels du résultat d'exploitation sans contrepartie de trésorerie	(100)	22	(30)	-	(108)
Investissements industriels	1 060	168	64	39	1 331
Capitaux investis	26 780	5 200	1 511	271	33 762
Bilan					
Actifs sectoriels	31 330	6 384	1 900	2 257	41 871
<i>Dont participation dans des entreprises associées</i>	<i>236</i>	<i>34</i>	<i>134</i>	<i>18</i>	<i>422</i>
Actifs non alloués ⁽⁴⁾					623
Total actif					42 494
Passifs sectoriels	2 797	1 107	313	1 762	5 979
Passifs non alloués ⁽⁴⁾					36 515
Total passif					42 494

⁽⁴⁾ Impôts différés actifs et instruments dérivés

⁽⁴⁾ Impôts différés passifs, passifs financiers, instruments dérivés et capitaux propres.

(b) Information par zone géographique

Pour les besoins de la présentation de l'information par secteur géographique, les produits sectoriels (produits des activités ordinaires) sont déterminés sur la base de la localisation géographique des clients. Les actifs non-courants sont affectés aux secteurs selon leur implantation géographique.

Les actifs non-courants regroupent les goodwill, les immobilisations incorporelles, les immobilisations corporelles et les participations dans des entreprises associées.

	31 Mars 2011		31 Mars 2010		31 décembre 2010	
	Produits des activités ordinaires	Actifs non-courants	Produits des activités ordinaires	Actifs non-courants	Produits des activités ordinaires	Actifs non-courants
<i>(millions d'euros)</i>						
Europe occidentale	1 057	5 142	976	6 915	4 313	6 855
<i>dont :</i>						
<i>France</i>	572	2 360	503	2 320	2 176	2 345
<i>Royaume-Uni</i>	237	97	202	1 529	906	1 550
<i>Espagne</i>	65	1 007	67	1 028	289	1 012
Amérique du Nord	479	5 755	450	6 204	3 336	6 127
<i>dont :</i>						
<i>Etats-Unis</i>	246	4 600	245	4 991	1 719	4 917
<i>Canada</i>	233	1 155	205	1 213	1 617	1 210
Moyen Orient et Afrique	930	11 984	939	12 653	3 903	12 621
<i>dont :</i>						
<i>Egypte</i>	130	2 532	200	2 935	714	2 804
<i>Algérie</i>	131	3 085	103	3 213	444	3 071
Europe centrale et de l'est	182	2 243	127	1 988	1 043	2 015
Amérique latine	252	1 456	174	1 504	894	1 527
<i>dont :</i>						
<i>Brésil</i>	155	1 028	92	1 056	529	1 072
Asie	657	4 016	610	3 975	2 680	4 177
Total	3 557	30 596	3 276	33 239	16 169	33 322

(c) Clients importants

Le Groupe n'a pas de dépendance à l'égard de clients externes.

Note 5. Résultats par action

Le calcul des résultats de base et dilué par action pour les périodes closes les 31 mars 2011 et 2010, et pour le 31 décembre 2010 est présenté ci-dessous :

	3 mois		31 décembre
	2011	2010	2010
Numérateur (millions d'euros)			
Résultat, part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe	(29)	64	827
Dénominateur (en milliers d'actions)			
Nombre moyen d'actions	286 101	286 077	286 087
Nombre total d'actions potentielles dilutives	230	372	249
Nombre moyen d'actions - dilué	286 331	286 449	286 336
Résultat par action (euros)	(0,10)	0,22	2,89
Résultat dilué par action (euros)	(0,10)	0,22	2,89

Note 6. Passifs financiers

Les passifs financiers se décomposent comme suit :

	31 Mars		31 décembre
	2011	2010	2010
<i>(millions d'euros)</i>			
Passifs financiers hors options de vente octroyées aux minoritaires, part à plus d'un an	13 328	14 248	14 033
Options de vente octroyées aux minoritaires, part à plus d'un an	63	78	63
Passifs financiers, part à plus d'un an	13 391	14 326	14 096
Passifs financiers hors options de vente octroyées aux minoritaires, part à moins d'un an	2 943	2 040	2 980
Options de vente octroyées aux minoritaires, part à moins d'un an	154	232	204
Passifs financiers, part à moins d'un an	3 097	2 272	3 184
Total passifs financiers hors options de vente octroyées aux minoritaires	16 271	16 288	17 013
Total options de vente octroyées aux minoritaires	217	310	267
Total passifs financiers	16 488	16 598	17 280

Analyse des passifs financiers hors options de vente octroyées aux minoritaires par maturité :

<i>(millions d'euros)</i>	31 Mars		31 décembre
	2011	2010	2010
A plus de cinq ans	6 126	6 026	6 726
A plus d'un an et moins de cinq ans	7 202	8 222	7 307
Part à plus d'un an	13 328	14 248	14 033
A plus de six mois et moins d'un an	623	530	1 102
A moins de six mois	2 320	1 510	1 878
Total	16 271	16 288	17 013

Au 31 mars 2011, 399 millions d'euros de passifs financiers à moins d'un an ont été classés en passifs financiers à plus d'un an par adossement à des lignes de crédit confirmées, le Groupe ayant la capacité de les refinancer à moyen et long terme.

Ces passifs financiers à moins d'un an, que le Groupe a la capacité de refinancer en utilisant le financement disponible fourni par les lignes de crédit confirmées à moyen et long terme, sont classés dans l'état de la situation financière consolidée en passif non courant dans la rubrique "Passifs financiers". La variation nette de ces passifs est présentée dans le tableau des flux de trésorerie en "Augmentation des passifs financiers à plus d'un an" si elle est positive et en "Remboursement des passifs financiers à plus d'un an" si elle est négative. La variation nette de ces passifs est une diminution de 325 millions d'euros au 31 mars 2011 (une augmentation de 381 millions d'euros au 31 mars 2010 et une diminution de 212 millions d'euros au 31 décembre 2010).

Taux d'intérêt

Le taux d'intérêt moyen instantané de l'endettement brut après swaps s'établit au 31 mars 2011 à 5,6% (5,2 % au 31 mars 2010 et 5,5 % au 31 décembre 2010).

Le taux d'intérêt moyen de l'endettement net après swaps s'établit à 6,2% au premier trimestre 2011 contre 5,7% au premier trimestre 2010 et 5,8% pour l'année 2010.

Programme de cession de créances (titrisation)

Le Groupe dispose de plusieurs programmes de cession de créances commerciales, sans recours, sous forme de titrisation :

- Le premier en France conclu en janvier 2000 pour les activités Ciments et Plâtres, renouvelé à deux reprises, inclut les activités Granulats et Bétons depuis septembre 2009. Ce programme a une durée de cinq ans à compter de juin 2010.
- Le second conclu en septembre 2009 en Amérique du Nord (Etats-Unis et Canada) pour une durée de trois ans.
- Le dernier conclu en mars 2010 conjointement en Espagne et au Royaume-Uni, pour une partie des activités Ciments, Bétons et Granulats de ces deux pays, pour une période de cinq ans également.

Dans le cadre de ces programmes, certaines filiales françaises, nord américaines, britanniques et espagnoles ont convenu de vendre, sur une base renouvelable, certaines de leurs créances clients. Conformément aux dispositions des contrats, les filiales ne conservent pas le contrôle sur les créances cédées et il n'existe aucun droit ou obligation de racheter les créances cédées. Dans ces contrats, l'acheteur des créances, pour assurer son risque, ne finance qu'une partie des créances qui lui sont cédées, comme usuellement pratiqué dans le cadre de transactions commerciales similaires. Ainsi, les risques et avantages ne pouvant être considérés comme intégralement transférés, les créances clients ne peuvent pas être déconsolidées et ces opérations sont traitées comme un financement sécurisé.

Le poste " Clients " comprend donc un encours de créances cédées pour un montant de 649 millions d'euros équivalents au 31 mars 2011 (694 millions d'euros au 31 mars 2010 et 680 millions d'euros au 31 décembre 2010).

La part à moins d'un an des passifs financiers comprend 516 millions d'euros équivalents au titre de ces programmes au 31 mars 2011 (369 millions d'euros au 31 mars 2010 et 533 millions d'euros au 31 décembre 2010) et la part à plus d'un an (195 millions d'euros au 31 mars 2010, correspondant au contrat de titrisation de notre filiale nord américaine) a été entièrement reclassée en part à moins d'un an des passifs financiers au 31 décembre 2010.

Les programmes européens font l'objet de dépôts et parts subordonnés s'élevant à 133 millions d'euros au 31 mars 2011 (130 millions d'euros au 31 mars 2010 et 147 millions d'euros au 31 décembre 2010).

Options de vente octroyées aux minoritaires

Dans le cadre de l'acquisition de certaines entités, le Groupe a consenti à des actionnaires tiers des options de vente de leur participation à un prix déterminé en fonction de la valeur de marché. Ces actionnaires sont soit des institutions internationales telles que la Banque Européenne de Reconstruction et de Développement, soit des investisseurs privés financiers ou industriels, voire les anciens actionnaires des entités considérées. Dans l'hypothèse où l'ensemble de ces options serait exercé, la valeur d'achat, y compris passifs financiers et trésorerie acquis, s'élèverait à 233 millions d'euros en valeur 31 mars 2011 (283 millions d'euros au 31 décembre 2010).

Une partie de ces options est exerçable jusqu'au 31 mars 2012 pour un montant, en valeur 31 mars 2011, de 170 millions d'euros. Le solde, soit 63 millions d'euros, est exerçable pour partie à compter de 2014 et pour partie à compter de 2015.

Les options de vente octroyées aux minoritaires de sociétés consolidées globalement sont considérées comme une dette du Groupe. Sur le total des options de vente octroyées par le Groupe, celles octroyées à des actionnaires tiers dans des sociétés contrôlées exclusivement représentent respectivement 217 millions d'euros et 267 millions d'euros au 31 mars 2011 et au 31 décembre 2010, les autres options étant octroyées à des actionnaires de coentreprises.

Le traitement retenu a pour effet de constater cette dette en contrepartie d'une réduction des intérêts minoritaires et de la constatation, dans la mesure où ces options ont été octroyées avant le 1^{er} janvier 2010, d'un goodwill pour tout écart entre la valeur des minoritaires et la valeur de la dette (respectivement 104 millions d'euros et 128 millions d'euros au 31 mars 2011 et 31 décembre 2010).

Note 7. Capitaux propres

(a) Dividendes

Le tableau ci-dessous présente le montant du dividende par action payé par le Groupe au titre de l'exercice 2009 ainsi que le montant par action au titre de l'exercice 2010 proposé par le Conseil d'administration pour approbation en Assemblée générale le 12 mai 2011.

<i>(en euros, sauf indication contraire)</i>	2010*	2009
Dividende total (en millions d'euros)	288**	575
Dividende par action	1,00	2,00
Dividende majoré par action	1,10	2,20

* Dividende proposé. Dans la mesure où ce dividende est soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale, il n'a pas été considéré comme une dette dans les états financiers au 31 mars 2011.

** Estimé sur base d'un nombre d'actions donnant droit à dividende de 286 090 221 actions.

(b) Autres éléments du résultat global, nets d'impôts – part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe

L'analyse du mouvement de la période des autres éléments du résultat global, nets d'impôts, pour la part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe, est la suivante :

	Au 31 Décembre 2010	Variation de la période	Transfert au compte de résultat	Au 31 Mars 2011
Actifs financiers disponibles à la vente	22	-	-	22
<i>Valeur brute</i>	31	-	-	31
<i>Impôt différé</i>	(9)	-	-	(9)
Couverture des flux de trésorerie	(34)	5	-	(29)
<i>Valeur brute</i>	(43)	8	-	(35)
<i>Impôt différé</i>	9	(3)	-	6
Gains et pertes actuariels	(543)	15	-	(528)
<i>Valeur brute</i>	(725)	30	-	(695)
<i>Impôt différé</i>	182	(15)	-	167
Total Autres réserves	(555)	20	-	(535)
Total Ecarts de conversion	123	(857)	-	(734)
Total Autres éléments du résultat global, nets d'impôts	(432)	(837)	-	(1 269)

(c) Variations de parts d'intérêts sans prise / perte de contrôle des filiales

Au 31 mars 2011, les variations de parts d'intérêts sans prise/perde de contrôle des filiales ont une incidence de -52 millions d'euros sur les capitaux propres et reflètent notamment le prix d'acquisition de parts d'intérêts.

Note 8. Procédures judiciaires et d'arbitrage

Lafarge est impliqué dans un certain nombre de procédures judiciaires et arbitrales dans le cadre de l'exercice normal de son activité. Lafarge fait également l'objet de certaines demandes et actions en justice qui dépassent le cadre du cours ordinaire de son activité et dont les plus significatives sont résumées ci-après.

Les charges qui peuvent résulter de ces procédures ne sont provisionnées que lorsqu'elles sont probables et que leur montant peut être raisonnablement estimé. Le montant des provisions retenu est fondé sur l'appréciation par Lafarge du niveau de risque au cas par cas et dépend notamment de l'appréciation par Lafarge du bien-fondé des demandes, du stade d'avancement des procédures et des arguments de défense de Lafarge, étant précisé que la survenance d'événements en cours de procédure peut entraîner à tout moment une réappréciation du risque.

Allemagne – Ciment : A la suite d'enquêtes sur le marché allemand du ciment, les autorités allemandes de la concurrence (le Bundeskartellamt) ont imposé, le 14 avril 2003, des amendes aux principaux cimentiers en Allemagne, dont l'une d'un montant de 86 millions d'euros à Lafarge Zement, la filiale cimentière du Groupe en Allemagne, au titre de pratiques anticoncurrentielles en Allemagne. Estimant que le montant de l'amende était disproportionné au regard des faits, Lafarge Zement avait formé un recours contre cette décision auprès du tribunal supérieur (le Oberlandesgericht) de Düsseldorf. Par ailleurs, le 15 août 2007, Lafarge Zement s'était partiellement désisté de son appel pour certains griefs qui lui avaient été notifiés par le Bundeskartellamt. En conséquence, Lafarge Zement avait payé un montant de 16 millions d'euros le 2 novembre 2007 et réduit la provision d'un montant équivalent.

La décision du tribunal concernant les griefs pour lesquels Lafarge Zement a maintenu son appel a finalement été rendue le 26 juin 2009, exonérant partiellement Lafarge Zement et réduisant très significativement l'amende restant due à 24 millions d'euros. Lafarge Zement a formé un pourvoi devant la cour suprême évoquant des moyens de droit. La décision de la Cour suprême pourrait intervenir en 2011.

La recevabilité au fond d'actions de groupe introduites par des tiers en vue d'obtenir des dommages-intérêts peut dépendre de l'issue des procédures ci-dessus. Cette action initiée par ces tiers n'a pas connu d'évolutions suite à la décision de la Cour d'Appel de Düsseldorf.

La provision globale au titre de ce cas s'élève à 24 millions d'euros au 31 mars 2011.

Concurrence : Sur le sujet concurrence, il est par ailleurs mentionné deux enquêtes par des autorités de concurrence qui ne constituent pas des procédures judiciaires et pour lesquelles aucune provision n'est constituée.

- En Novembre 2008, la Commission Européenne a procédé à des inspections sur les sites des principaux cimentiers implantés en Europe, dont Lafarge, sur le fondement de suspicions de pratiques anticoncurrentielles. Par lettre en date du 6 décembre 2010, la Commission a notifié aux parties l'ouverture d'une enquête officielle (sans qu'il s'agisse d'une notification de griefs), en rappelant qu'à ce stade, elle n'avait pas de preuves concluantes de pratiques anticoncurrentielles. Les infractions présumées qui feront l'objet de l'enquête approfondie consistent en des restrictions des flux commerciaux dans ou à l'entrée de l'EEE, des répartitions de marchés, des coordinations de prix sur le marchés du ciment et les marchés connexes. Les pays cités, pour Lafarge, sont au nombre de sept (7): la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne, l'Espagne, la République Tchèque, la Grèce et l'Autriche. L'enquête de la Commission est en cours. La date de sa clôture n'est pas connue et aucune conclusion ne peut être tirée à ce stade.
- En Afrique du Sud, une enquête a été ouverte par les autorités de la concurrence à l'encontre de l'industrie cimentière en 2009. En l'absence d'avancée procédurale récente, le niveau de risque ne peut être apprécié à ce stade. Une nouvelle évaluation du cas sera effectuée dans l'hypothèse où les autorités de la concurrence décideraient de porter l'affaire devant les tribunaux.

États-Unis – Ouragan Katrina : fin 2005, des actions individuelles et de groupe (class actions) ont été introduites auprès du Tribunal fédéral de l'État de Louisiane (United States District Court for the Eastern District of Louisiana). Dans leurs allégations, les demandeurs considèrent que notre filiale américaine Lafarge North America Inc. et/ou d'autres défendeurs, dont le Gouvernement fédéral, sont responsables de décès et de dommages corporels et matériels, y compris environnementaux, subis par des personnes situées à la Nouvelle Orléans et dans ses environs, en Louisiane. Certaines de ces plaintes prétendent que ces dommages résultent d'une barge utilisée contractuellement par Lafarge North America Inc. qui aurait provoqué la rupture de la digue du "Inner Arbor Navigational Canal" à la Nouvelle Orléans durant ou à la suite de l'ouragan Katrina. Cette affaire a été transférée au Tribunal où sont traitées des actions impliquant également le Gouvernement des États-Unis. Le 21 mai 2009, le Tribunal a rejeté la demande de qualification d'action de groupe (class action).

Le procès concernant un premier groupe de demandeurs a débuté fin juin 2010, les audiences s'étant achevées en Octobre. Dans une décision en date du 20 Janvier 2011, les juges ont tranché en faveur de notre filiale Lafarge North America Inc. Les demandeurs ont fait appel de cette décision. La Cour d'appel devrait statuer au deuxième trimestre 2012.

De plus, en relation avec ce litige, l'une des compagnies d'assurance de Lafarge North America Inc., l'"American Steamship Owners Mutual P&I Association", a saisi le Tribunal fédéral de l'Etat de New York (United States District Court for the Southern District of New York) afin d'obtenir un jugement sur le fait que ces demandes ne sont pas couvertes par leur police d'assurance. Lafarge North America Inc. a fait appel d'une décision disposant que ce sinistre n'entrait pas dans le champ d'application de leur police d'assurance. Enfin, deux autres actions ont été introduites par d'autres assureurs de Lafarge North America Inc. (les "Autres Assureurs") auprès du même tribunal afin d'obtenir un jugement sur le fait qu'ils ne sont pas tenus d'indemniser notre filiale pour ces demandes et coûts liés. Le jugement rendu par le tribunal sur ces actions était largement en faveur de notre filiale. Ces trois actions des assureurs ont alors été regroupées devant la "United States Court of Appeals for the Second Circuit" qui le 15 mars 2010 a confirmé la décision en faveur de l'"American Steamship Owners Mutual P&I Association" et a également jugé que si les polices des Autres Assureurs devaient trouver à s'appliquer, ces Autres Assureurs n'avaient pas à rembourser Lafarge North America Inc de ses frais juridiques et de procédures engagés avant l'arrêt de la Cour (dans le cas où notre filiale serait jugée responsable lors d'un jugement final, la limite de couverture des polices des Autres Assureurs est de l'ordre de 50 millions de dollars américains). Lafarge North America Inc n'a pas déposé de recours devant la Cour suprême contre cette décision de la Cour d'appel.

Notre filiale Lafarge North America Inc. oppose une défense vigoureuse à ces actions. Lafarge North America Inc. estime que ces allégations à son encontre sont sans fondement et que ces actions n'auront pas d'effet significatif défavorable sur sa situation financière.

Inde / Bangladesh : Le Groupe détient, conjointement avec Cementos Molins, 59 % de la société Lafarge Surma Cement qui opère une cimenterie au Bangladesh. Cette cimenterie est approvisionnée par du calcaire extrait d'une carrière appartenant à sa filiale indienne et située dans la région du Meghalaya en Inde. Ces activités au Bangladesh sont consolidées par intégration proportionnelle et contribuent à l'actif total du Groupe à hauteur de 90 millions d'euros au 31 mars 2011. Lors d'une audience le 5 février 2010, la Cour suprême indienne a décidé de suspendre les opérations d'extraction de la carrière au motif que la zone dans laquelle elle se situe est aujourd'hui considérée comme zone forestière, ceci rendant nécessaire l'obtention d'un nouveau permis d'extraction. La procédure visant à l'obtention de ce nouveau permis continue devant la Cour suprême indienne. Le Groupe continue de suivre l'avancement des auditions devant la Cour Suprême et il est difficile de prévoir la date à laquelle une décision sera rendue.

Enfin, certaines filiales du Groupe font l'objet de litiges et de réclamations dans le cours normal de leurs affaires. Le règlement de ces litiges ne devrait pas avoir d'effets significatifs sur la situation financière, les résultats ou les flux de trésorerie de la Société et/ou du Groupe. À la connaissance de la Société, il n'existe pas d'autres procédures gouvernementales, judiciaire ou d'arbitrage qui pourrait avoir, ou a eu récemment, des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société et/ou du Groupe.

Note 9. Opérations avec des parties liées

Il n'y a aucune transaction significative sur la période avec des parties liées ni d'évolution quant à la nature des transactions telles que décrites dans la note 30 des comptes consolidés du Document de Référence 2010.

Note 10. Evénements postérieurs à la clôture

Néant.

Rapport d'examen limité des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés intermédiaires condensés du premier trimestre 2011

Monsieur le Président-Directeur général

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société Lafarge SA et en réponse à votre demande, nous avons effectué un examen limité des comptes consolidés intermédiaires condensés de celle-ci, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 31 mars 2011, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Ces comptes consolidés intermédiaires condensés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis par un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés intermédiaires condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 5 mai 2011

Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE & ASSOCIES

ERNST & YOUNG Audit

Frédéric Gourd

Pascal Pincemin

Christian Mouillon

Nicolas Macé